

Commission : Affaires politiques internationales

Question : La communauté internationale face à l'ébauche d'un état sunnite au Moyen-Orient

Auteur : Venezuela

Les conflits au Moyen-Orient se retrouvent régulièrement à la une de l'actualité depuis maintenant des décennies, et ils impactent désormais l'ensemble des pays. La religion est le moteur principal de ces conflits, mais c'est loin d'être le seul : la vente de pétrole (et le contrôle des gisements), le contrôle de la mer Méditerranée et la volonté de conquérir plus de territoires en sont quelques autres.

Différentes organisations terroristes comme "L'État Islamique", Al-Qaïda, Boko Haram... font désormais régner la terreur un peu partout dans le monde. Ils radicalisent les jeunes pour mieux menacer la stabilité des différents pays ciblés, étendent leurs territoires pour accroître leurs richesses, sèment la terreur en multipliant les attentats, comme ils l'ont récemment fait à Paris, pour ne donner qu'un exemple.

L'auto-proclamé État Islamique contrôle aujourd'hui une grande partie de la Syrie et de l'Irak. Le problème qui se pose en Irak est que différentes ethnies y cohabitent. Ces dernières possèdent une économie et une religion différentes, ce qui n'est pas sans importance, comme nous allons le voir, dans les conflits actuels.

"Isis", le groupe terroriste djihadiste, est composé de sunnites, courant religieux majoritaire de l'islam, représentant 90 % de la population musulmane. Le groupe a, ces derniers temps, conquis de nouveaux territoires, en vue d'étendre son contrôle et augmenter le nombre de ses recrues.

Les chiïtes ont quant à eux aidé l'Occident à plusieurs reprises, en se faisant interlocuteurs de guerre, pour lutter contre le fanatisme religieux et les guerres qu'il engendre.

Plusieurs pays comme la France, l'Australie, le Royaume-Uni, les États-Unis, pour ne citer qu'eux, ont décidé de lutter contre la menace représentée par l'État Islamique. Ils ont, à cette fin, monté une coalition de pays. Le pays ayant proposé l'idée de cette coalition est les États-Unis ; ils ont envoyé des soldats en Syrie et des avions armés de bombes depuis septembre 2014.

Après les attentats du 13 novembre à Paris (137 morts), la Russie et la coalition ont trouvé les lieux où se cachaient les djihadistes : Raqqa et Alep, en Syrie, et les ont bombardés. Ils ont alors abattu des terroristes, mais aussi tué des civils, et nous défendons l'idée que tous les pays qui ne sont pas en guerre devraient ouvrir leurs frontières comme nous l'avons fait, en accueillant plus de 3 000 réfugiés syriens.

Nous sommes parfaitement conscients de l'importance de ce conflit, et de l'urgence de sa résolution, et c'est la raison pour laquelle nous proposons aujourd'hui de faciliter la mise à disposition de logements aux réfugiés de guerre, et insistons sur le fait d'envoyer des soldats en Syrie, pour lutter contre le terrorisme et apporter une aide aux populations locales, en donnant de la nourriture et en prodiguant des soins, par exemple, car les villes sous contrôle de l'État islamique souffrent de pénurie alimentaire. Bombarder des villes au hasard, au risque de tuer une population innocente, n'est pas la solution, et pourrait même envenimer le problème. Il faut au contraire éduquer les jeunes, leur enseigner à respecter les personnes de religion différente.

Le Venezuela est prêt à débloquer des fonds pour aider les personnes en danger, et à ouvrir ses portes pour accueillir les victimes des conflits que nous traversons aujourd'hui. Aussi, le Venezuela pourrait ouvrir des écoles pour les réfugiés, et leur offrir un travail, car nous sommes un pays tolérant où cohabitent sans problème des ethnies et religions différentes.

Nous proposons aujourd'hui aux pays les plus riches de conclure un accord en vue d'éliminer la menace terroriste et pour protéger leurs propres habitants, étant donné qu'on ne sait jamais où les terroristes peuvent frapper.